

COVID-19 :

Comment les filières porcines européennes ont-elles réagi?

En entrevue avec *Porc Québec*, Vincent Chatellier, économiste et expert en filières agricoles à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) en France, fait le point sur l'impact de la pandémie dans l'Union européenne.

D'emblée, Vincent Chatellier indique que la COVID-19 « n'affecte pas l'actuelle hiérarchie de la production mondiale de porc. L'Union européenne (UE) produit 20 % de la production, loin derrière la Chine (45 %), mais devant les États-Unis (10 %), le Vietnam, le Brésil et la Russie qui détiennent chacun 3 % de cette production, tandis que le Canada, lui, se contente de 2 % . »

En Europe cependant, « la crise affecte temporairement les prix payés aux producteurs, et les abattoirs éprouvent des difficultés à plusieurs chapitres : un recrutement plus difficile de la main-d'œuvre; une réorientation des débouchés; un accès parfois plus difficile à certains clients à l'export et une augmentation des coûts induite par de nouvelles mesures sanitaires. »

Malgré cela, l'expert indique que l'offre européenne de porc devrait varier peu au premier semestre de 2020 par rapport aux années antérieures, et même légèrement augmentée en raison de l'alourdissement des carcasses.

Laquelle des filières s'en tire le mieux ?

L'Union européenne est le fief des puissantes filières porcines allemande, espagnole, danoise et française, même si cette dernière fait face à de nombreux défis concernant la relève, les investissements à la ferme et la modernisation de ses abattoirs. La crise cependant affecte tout le Vieux Continent.

« Le confinement a concerné tous les États membres, conduisant partout à une modification partielle des circuits de distribution, avec plus de consommation à domicile et moins de ventes par la restauration commerciale », indique M. Chatellier. Plus la production intérieure d'un pays est élevée au prorata de sa consommation intérieure et plus les acteurs de la filière ont dû faire preuve d'une capacité d'adaptation pendant la crise, note l'expert.



Vincent Chatellier, économiste et expert en filières agricoles à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) en France.

L'économiste relève que la viande porcine, peu chère, pourrait bénéficier de cette période de pandémie par rapport à d'autres denrées alimentaires, jugées plus coûteuses par les ménages. Par exemple, les achats de charcuterie par les ménages français ont progressé de l'ordre de 7 % en mars 2020 par rapport à mars 2019.

Les abattoirs, au cœur de la crise

La pandémie n'a pas affecté non plus la hiérarchie des abattements européens de porcs dominée, au premier trimestre de l'année 2020, par l'Espagne (23,3 %), l'Allemagne (22,5 %), la France (9,5 %), la Pologne (8,3 %) et le Danemark (6,9 %). Les abattements allemands, français, danois et néerlandais sont même supérieurs à ceux de l'an passé (+0,5 %).



Mais, relève M. Chatellier, le recrutement de la main-d'œuvre a été difficile pendant toute la période de confinement : désistement des employés présents, absence de candidats sur le marché, etc.

Par ailleurs, plusieurs foyers de contamination à la COVID-19 ont été recensés dans les abattoirs européens. Les principaux facteurs explicatifs de cette situation sont : une atmosphère froide et humide, un milieu confiné, des conditions de travail et de logement souvent difficiles (promiscuité) des employés, un mauvais respect des règles sanitaires, etc.

En Allemagne, des infections massives de coronavirus ont été enregistrées chez Tönnies et d'autres grands abattoirs du pays. « Cette situation a soulevé de vives critiques à l'égard des entreprises touchées. Certains acteurs politiques demandent aujourd'hui une modification des règles relatives à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les abattoirs, le plus souvent roumaine et bulgare », indique M. Chatellier.

Comment les éleveurs s'en tirent-ils?

« Les éleveurs européens ont continué de travailler pendant toute la période de confinement. Si leurs relations sociales ont été modifiées, certains ont travaillé davantage en raison parfois de l'arrêt d'activité de leurs salariés ou de la nécessité de se réorganiser face aux demandes différées des abattoirs », explique-t-il.

Sur les 22 premières semaines 2020, le poids moyen des porcs abattus a augmenté en France de l'ordre de 0,5 % pour s'établir en moyenne à 96,5 kg. Le principal impact pour les éleveurs est celui de la baisse des prix, du moins par rapport aux niveaux très élevés obtenus lors du second semestre de 2019 (voir graphique *Prix du porc charcutier en Europe*). En France, les éleveurs qui touchaient 1,85 euros par kg ont vu le prix carcasse dégringoler à 1,6 euros par kg. Le même scénario s'applique pour les autres filières européennes.

Mais, nuance l'expert, « en France, le prix de base moyen du porc charcutier pour les 5 premiers mois de 2020 est supérieur de près de 15 % à celui des 5 premiers mois de 2019 ».



Repro360°
Multipliez vos résultats



clubvetoquinol.ca
vetoquinol
CLUB
PRODUIT ADMISSIBLE
AUX POINTS

**VETOQUINOL. VOTRE PARTENAIRE
EN REPRODUCTION PORCINE**



PRÊT. INSÉMINEZ.

Insémination unique sans injection

Simplifiez la reproduction. Sevrez des porcelets plus âgés, plus lourds et plus uniformes.

Pr OvuGel^{MD}

GEL INTRAVAGINAL D'ACÉTATE DE TRIPTORÉLINE

vetoquinol.ca

CONSULTEZ VOTRE VÉTÉRINAIRE



nouveau



ACCOMPLIR PLUS ENSEMBLE

208620



Pas de pénurie pour les consommateurs européens

Si les citoyens de l'Union européenne n'ont pas eu l'autorisation de franchir les frontières de pays voisins pour la première fois depuis le début des années 1990, les autorités publiques ont permis la libre circulation de biens alimentaires, dont la viande porcine. L'approvisionnement a globalement bien fonctionné. « Les consommateurs n'ont pas, ou alors très rarement, été confrontés à un manque de produits porcins dans leurs magasins habituels », souligne M. Chatellier.

Le commerce de porcs vivants a, lui aussi, été possible. Sur les cinq premiers mois de 2020, les exportations néerlandaises de porcelets, qui se font essentiellement à destination de l'Allemagne, ont pratiquement été équivalentes (-1 %) par rapport à la même période de 2019.

La Chine, toujours le moteur d'exportation de l'UE?

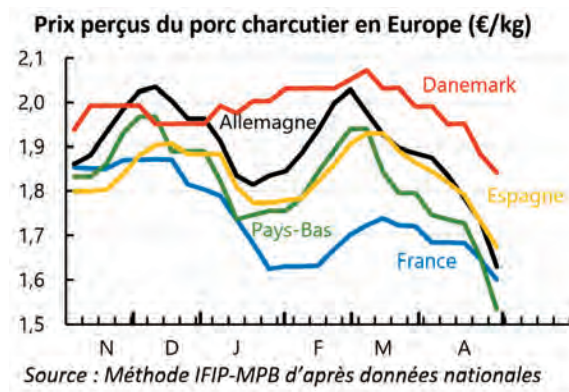
Dans le contexte international connu, notamment la peste porcine africaine en Chine, et la guerre commerciale États-Unis-Chine, et en dépit de la crise sanitaire qui sévit, les exportations européennes en viande porcine ont augmenté de 5 % au cours des trois premiers mois de 2020 par rapport à la même période de 2019. Elles se sont élevées à 1,32 million de tonne équivalent-carcasse (TEC), dont plus de la moitié à destination de la Chine, indique M. Chatellier. L'Espagne est clairement le premier pays bénéficiaire, suivi de l'Allemagne et du Danemark.

Porcs en attente et aide de l'État?

Alors qu'au Québec, on parlait de réduire le nombre de 100 000 porcs en attente à cause des difficultés des abattoirs et jusqu'à 10 millions de bêtes selon certaines sources aux États-Unis¹, peu d'information circulait en Europe. « Nous n'avons pas d'information précise à l'échelle de l'UE sur le nombre de porcs en attente d'abattage. Certains articles circulent pour faire pression sur les élus, mais l'information n'est pas agrégée et les méthodologies utilisées ne sont pas établies », précise l'économiste.

La Commission européenne a annoncé, le 23 avril 2020, indique M. Chatellier, une série de mesures visant à soutenir le secteur agricole européen face à la crise de la COVID-19. Outre le maintien du principe de la libre circulation des marchandises et des travailleurs saisonniers, elle a aussi autorisé le déclenchement d'une aide au stockage privé pour les produits laitiers et les viandes bovine, ovine et caprine, mais pas pour la viande porcine.

Les agriculteurs bénéficiaires des mesures du développement rural (peu nombreux dans le secteur porcin) pourront obtenir des prêts ou des garanties pour couvrir leurs frais de fonctionnement. Ces prêts ou garanties, qui peuvent aller jusqu'à 200 000 euros, seront accordés à des conditions avantageuses, telles que des taux d'intérêt très bas ou des échéanciers de paiement favorables. « Pour augmenter les flux de trésorerie des agriculteurs, la Commission augmentera les avances sur les aides au revenu au titre de la Politique agricole commune (PAC), mais cela ne concerne que très marginalement les producteurs de porcs qui ne perçoivent pas d'aides directes sur leur cheptel », conclut M. Chatellier. ■



¹<https://www.pigprogress.net/Health/Articles/2020/5/COVID-19-US-pig-backlog-may-rise-to-10-million-587253E/?intcmp=related-content>